

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 73

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA QUARANTANOVESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Strasburgo, 2-4 giugno 2003)

Raccomandazione n. 731 (1)
Sugli sviluppi nell'Europa sudorientale

Annunziata il 2 ottobre 2003

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant qu'au cours de la dernière décennie, l'Union européenne et ses Etats membres ont consacré des efforts considérables et des ressources substantielles à la reconstruction, au développement et à la démocratisation des pays des Balkans occidentaux dans le but ultime de les intégrer dans les structures européennes;

(ii) Consciente qu'à la suite de la guerre en Irak, les organisations internationales et l'UE vont vraisemblablement participer à un effort international concerté de reconstruction et de stabilisation de ce pays

et que des ressources humaines et financières seront probablement détournées des Balkans occidentaux au profit du Proche-Orient;

(iii) Considérant néanmoins que, si l'on veut s'assurer que les pays des Balkans occidentaux restent sur la voie tracée par le processus de stabilisation et d'association, l'UE a l'obligation de continuer de prendre une part active à l'évolution de la région;

(iv) Sachant que, si certains pays de la région ont accompli des progrès considérables sur des questions essentielles pour satisfaire aux critères de Copenhague, d'autres accusent toujours une absence de progrès inquiétante dans de nombreux domaines prioritaires tels que l'instaura-

(1) Adoptée par l'Assemblée sans modification le 4 juin 2003, au cours de la cinquième séance.

tion de l'Etat de droit, le renforcement des institutions de l'Etat et la lutte contre la corruption et le crime organisé;

(v) Considérant que la situation politique, économique et sociale en Serbie-Monténégro est loin d'être stable, comme en témoigne le récent assassinat du Premier ministre, Zoran Djindjic;

(vi) Estimant qu'une purge radicale de l'élite au pouvoir sous le régime Milosevic et de ses réseaux criminels, qui demeurent influents en Serbie, s'impose d'urgence pour permettre au pays de préparer sa future intégration dans les structures euro-atlantiques;

(vii) Reconnaissant que la présence de la MINUK, ou de la force qui lui succédera, et de la KFOR au Kosovo restera cruciale pour assurer non seulement la bonne administration de la province mais aussi la stabilité et la sécurité de l'ensemble du territoire et la surveillance des zones frontalières sensibles;

(viii) Notant que les institutions provisoires d'auto-administration n'ont toujours pas l'expérience administrative, le professionnalisme ainsi que la stabilité et la maturité politiques nécessaires pour gouverner le Kosovo et qu'elles sont fortement tributaires des organisations internationales participant à la reconstruction de la province;

(ix) Notant également que la Force de protection du Kosovo, composée pour l'essentiel d'anciens membres de l'Armée de libération du Kosovo, accomplit maintenant des missions et reçoit une instruction paramilitaire en coopération avec la KFOR, ce qui n'est pas conforme à son mandat initial;

(x) Estimant que ni la police ni la justice kosovares ne sont en mesure de combattre efficacement le crime organisé, ce qui est pourtant la priorité essentielle;

(xi) Consciente que les organisations internationales participant à la mise en oeuvre de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies insistent sur le fait que le Kosovo doit satisfaire des exigences précises avant l'ouverture de toute négociation officielle sur son futur statut;

(xii) Considérant toutefois que l'incertitude persistante quant à ce statut paralyse le développement économique de la province, décourage les investisseurs étrangers et pousse la classe politique kosovare à concentrer ses efforts sur des manoeuvres tactiques autour du futur statut de la province au lieu de s'attacher à construire des institutions saines et respectables;

(xiii) Constatant par conséquent que la tenue d'un débat approfondi sur le futur statut du Kosovo ne pourra être repoussée trop longtemps étant donné que les communautés serbe et albanaise manifestent une impatience grandissante et ne veulent plus maintenir le statu quo très longtemps;

(xiv) Notant que la situation politique au Monténégro n'est toujours pas stabilisée et que la création de l'Union de la Serbie et du Monténégro n'a fait qu'interrompre le débat interne sur l'indépendance pleine et entière du Monténégro;

(xv) Soulignant que le gouvernement de la Serbie-Monténégro doit coopérer immédiatement et pleinement avec le TPIY de La Haye, réformer et restructurer les forces armées et les placer sous contrôle civil, combattre le crime organisé et introduire les réformes sociales, économiques et politiques qui constituent des priorités pour l'intégration future du pays dans les structures euroatlantiques;

(xvi) Considérant que près de sept ans après l'entrée en vigueur de l'Accord de paix de Dayton, le gouvernement et les autorités politiques de Bosnie-Herzégovine n'ont toujours pas réussi à rompre défi-

nitivement avec les pratiques traditionnelles telles que la corruption et le népotisme politique, et que le pays reste dépourvu de façon alarmante de toutes les qualités d'un Etat capable de se gouverner lui-même;

(*xvii*) Consciente que les nombreuses déficiences de l'Etat de droit en Bosnie-Herzégovine ont fait du pays un havre sûr pour le crime organisé et d'autres pratiques illicites;

(*xviii*) Se félicitant de la création, le 1er janvier 2003, de la Mission de police de l'UE (MPUE) en Bosnie-Herzégovine, qui représente la première opération de gestion de crise civile entreprise dans le cadre de la PESD, mais constatant avec préoccupation que le mandat limité et le nombre insuffisant de policiers dont elle dispose l'empêcheront de résoudre le grave problème de l'incapacité de la police bosniaque à faire régner l'ordre;

(*xix*) Considérant que l'UE apporte actuellement une contribution déterminante à la démocratisation de la Bosnie-Herzégovine et à la restructuration de son économie en vue de son intégration dans les instances européennes, et qu'elle est, de ce fait, intéressée à jouer un rôle prépondérant dans les initiatives internationales visant à réformer et stabiliser le pays;

(*xx*) Sachant que le Conseil européen a confirmé qu'il était d'accord pour que l'UE conduise une opération militaire en Bosnie-Herzégovine et prenne la relève de la mission en cours de la SFOR, mais considérant qu'une force armée de l'UE succédant à la SFOR ne pourra mener à bien sa mission si elle n'est pas dotée d'un mandat clair et exhaustif et d'effectifs suffisants pour constituer un solide dispositif militaire, et si elle n'opère pas en coopération étroite avec l'OTAN et les Etats-Unis;

(*xxi*) Considérant que l'UE devra prévoir, en se préparant à prendre la relève de la mission de la SFOR, l'élaboration d'un plan directeur précis qui s'appuie sur

une analyse minutieuse de la situation sécuritaire et des menaces possibles;

(*xxii*) Considérant également que la restructuration et la réduction éventuelle des forces armées présentes en Bosnie-Herzégovine devront s'effectuer dans le cadre de la SFOR afin d'assurer une relève harmonieuse par une future force de l'UE;

(*xxiii*) Se félicitant de l'attitude dynamique dont le nouveau gouvernement de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) a fait preuve en s'efforçant de mettre pleinement en oeuvre l'accord-cadre d'Ohrid, de réformer et de développer l'économie, de réorganiser la police et l'armée et de combattre le crime et la corruption;

(*xxiv*) Regrettant que le différend avec la Grèce à propos de la reconnaissance du nom constitutionnel de l'ARYM n'ait toujours pas été réglé;

(*xxv*) Se félicitant que l'UE ait pris la relève de l'opération Harmonie alliée de l'OTAN en lançant l'opération Concordia, sa première mission militaire, qui vise à favoriser l'établissement d'un environnement stable et sûr pour faciliter la mise en oeuvre de l'accord-cadre d'Ohrid;

(*xxvi*) Notant que l'Albanie n'a fait que peu de progrès en vue de stabiliser ses structures politiques et de satisfaire aux critères de Copenhague, conditions nécessaires à son adhésion future à l'UE;

(*xxvii*) Estimant qu'il reste beaucoup à faire en Albanie pour mettre fin à la corruption, restructurer les institutions chargées du maintien de l'ordre et lutter contre le crime organisé;

(*xxviii*) Regrettant qu'en dépit de son ambition de rejoindre l'UE, l'Albanie ait signé un accord avec les Etats-Unis selon lequel les citoyens de l'un et l'autre pays sont exemptés des poursuites de la Cour pénale internationale,

RECOMMANDE AU CONSEIL

D'inviter les gouvernements des Etats membres de l'UEO à:

1. Fournir aux Etats des Balkans occidentaux toute l'aide possible pour lutter contre la corruption et le crime organisé, causes majeures de l'absence persistante de stabilité et de sécurité dans ces pays;

D'inviter l'Union européenne à:

2. Suivre de près les travaux de la Mission de police de l'UE (MPUE) et se préparer à adapter le mandat de cette force et, au besoin, le volume de ses effectifs;

3. Suivre de près l'opération Concordia, mission militaire de l'UE dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et évaluer comment elle applique les accords conclus entre l'UE et l'OTAN, notamment dans la perspective des futures opérations militaires qui pourraient être conduites par l'UE;

4. Se préparer avec soin en vue d'une éventuelle relève de la SFOR par une force de l'UE, tout en veillant à ce que son mandat s'appuie sur une analyse minutieuse de la situation sécuritaire et des menaces possibles, que cette force soit, sur le plan militaire, suffisamment solide pour faire face à un large éventail de menaces de ce type et qu'elle opère en étroite coopération avec l'OTAN et les Nations unies;

5. Veiller à ce que toute restructuration de force ou réduction d'effectifs en Bosnie-Herzégovine soit effectuée dans le cadre du mandat de la SFOR;

6. Se préparer à reprendre les responsabilités de la MINUK, si cette mission devait prendre fin avant que la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies ait été pleinement appliquée, en créant une « zone européenne spéciale » et en soutenant les institutions provisoires d'autoadministration dans les domaines dont le développement doit être poursuivi en vue de l'intégration future du Kosovo dans les institutions européennes, avec un statut qui reste à déterminer.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 731 (1)
Sugli sviluppi nell'Europa sudorientale**

L'ASSEMBLEA,

(i) ricordando che negli ultimi dieci anni l'Unione europea e i suoi Stati membri hanno dedicato grande impegno e fornito consistenti mezzi finanziari alla ricostruzione, allo sviluppo e alla democratizzazione dei paesi dei Balcani occidentali con l'obiettivo finale di integrarli nelle strutture europee;

(ii) conscia del fatto che in seguito alla guerra in Iraq l'UE e le organizzazioni internazionali verosimilmente parteciperanno ad uno sforzo internazionale concertato per ricostruire e stabilizzare il paese e che le risorse umane e finanziarie saranno probabilmente reindirizzate dai Balcani occidentali verso il Medio Oriente;

(iii) considerando, ciononostante, che se si vuole garantire che i paesi dei Balcani occidentali rimangano sulla strada intrapresa con il Processo di stabilizzazione e di associazione l'UE ha l'obbligo di continuare a partecipare attivamente allo sviluppo della regione;

(iv) consapevole che mentre alcuni paesi della regione hanno registrato notevoli progressi in questioni essenziali ai fini del soddisfacimento dei criteri di Copenaghen, in altri desta preoccupazione la mancanza di progressi in molti settori prioritari quali l'instaurazione di uno Stato di diritto, il rafforzamento delle istituzioni dello Stato e la lotta alla corruzione e alla criminalità organizzata;

(v) considerando che la situazione politica, economica e sociale in Serbia e Montenegro è lungi dall'essere stabile, come dimostra il recente assassinio del primo ministro Zoran Djindjic;

(vi) ritenendo che si impone con urgenza un'eliminazione radicale dell'élite al potere durante il regime di Milosevic e delle sue reti criminali, che continuano ad essere molto influenti in Serbia, per mettere il paese nelle condizioni di prepararsi alla futura integrazione nelle strutture euroatlantiche;

(vii) riconoscendo che la presenza dell'UNMIK, o della forza subentrante, e della KFOR in Kosovo continuerà ad essere cruciale non solo per assicurare la buona amministrazione della provincia, ma anche per mantenere la stabilità e la sicurezza su tutto il territorio e per la sorveglianza sulle aree di confine sensibili;

(viii) constatando che le Istituzioni provvisorie di autogoverno non dispongono ancora dell'esperienza in materia amministrativa, della professionalità e della stabilità e maturità politica richieste per amministrare il Kosovo e che esse fanno fortemente affidamento sulle organizzazioni internazionali coinvolte nella ricostruzione della provincia;

(ix) constatando altresì che la Forza di protezione del Kosovo, composta principalmente da ex appartenenti all'Esercito di liberazione del Kosovo, attualmente sta

svolgendo dei compiti e ricevendo un addestramento paramilitare in collaborazione con la KFOR e ciò non è conforme al suo mandato iniziale;

(x) ritenendo che né la polizia né le autorità giudiziarie del Kosovo sono in grado di combattere efficacemente contro la criminalità organizzata, esigenza assolutamente prioritaria;

(xi) conscia che le organizzazioni internazionali che partecipano all'applicazione della Risoluzione 1244 del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite insistono sul fatto che il Kosovo rispetti condizioni ben precise prima che si possano avviare negoziati ufficiali sul suo status futuro;

(xii) considerando, tuttavia, che la continua incertezza sul suo status frena lo sviluppo economico della regione, scoraggia gli investitori stranieri e porta la classe politica kossovara a concentrarsi su manovre tattiche in relazione al futuro status della provincia invece di avviare la costruzione di istituzioni sane e rispettabili;

(xiii) constatando pertanto che non sarà possibile rinviare di molto un dibattito approfondito sul futuro status del Kosovo visto che sia la comunità serba che quella albanese manifestano un'impazienza crescente e non vogliono mantenere lo *status quo* troppo a lungo;

(xiv) notando che la situazione politica nel Montenegro non si è ancora stabilizzata e che la creazione dell'Unione di Serbia e Montenegro ha determinato semplicemente una sospensione del dibattito interno sulla piena indipendenza del Montenegro;

(xv) sottolineando che il governo della Serbia e Montenegro deve cooperare appieno e senza indugio con il Tribunale penale internazionale per l'ex Jugoslavia (ICTY) dell'Aia, attuare la riforma e il riordino delle forze armate e porle sotto controllo civile, combattere la criminalità organizzata e introdurre riforme sociali,

economiche e politiche che costituiscono condizioni prioritarie per la futura integrazione del paese nelle strutture euroatlantiche;

(xvi) considerando che a quasi sette anni dall'entrata in vigore dell'Accordo di pace di Dayton, il governo e le autorità politiche della Bosnia-Erzegovina non sono ancora riuscite a rompere definitivamente con prassi tradizionali, quali la corruzione e il clientelismo politico, e che il paese è tuttora privo, in modo allarmante, di tutte le qualità di uno Stato in grado di autogovernarsi;

(xvii) conscia del fatto che le numerose carenze dello Stato di diritto in Bosnia-Erzegovina hanno fatto del paese un rifugio per la criminalità organizzata e per altre attività illecite;

(xviii) compiacendosi per l'avvio, il 1° gennaio 2003, della Missione di polizia dell'UE (EUPM) in Bosnia-Erzegovina, prima operazione di gestione della crisi civile intrapresa nel quadro della PESD, ma constatando con preoccupazione che i limiti del mandato e l'insufficiente numero di agenti di cui dispone impediranno alla Missione di risolvere il grave problema dell'incapacità della polizia bosniaca di garantire l'ordine;

(xix) considerando che l'UE fornisce attualmente un contributo determinante al processo di democratizzazione della Bosnia-Erzegovina e di ristrutturazione della sua economia, in vista dell'integrazione nelle organizzazioni europee, e che è pertanto interessata a svolgere un ruolo di primo piano nelle iniziative internazionali destinate a riformare e stabilizzare il paese;

(xx) sapendo che il Consiglio europeo ha confermato il suo accordo ad un'operazione militare in Bosnia-Erzegovina condotta dall'UE, che subentri all'attuale missione SFOR, ma ritenendo che una forza armata dell'UE che si avvicini alla SFOR non sarà in grado di portare a termine la

propria missione se non sarà dotata di un mandato chiaro e ampio e di uomini sufficienti per costituire un solido dispositivo militare e se non opererà in stretta cooperazione con la NATO e gli Stati Uniti;

(xxi) considerando che l'UE, nel prepararsi a sostituire la SFOR nella sua missione, dovrà prevedere l'elaborazione di un piano di base dettagliato che poggi su un'analisi approfondita della situazione di sicurezza e delle possibili minacce;

(xxii) considerando inoltre che la ristrutturazione e l'eventuale riduzione delle forze armate straniere presenti in Bosnia-Erzegovina dovranno essere realizzate nel quadro della SFOR in modo da assicurare un subentro senza difficoltà di una futura forza dell'UE;

(xxiii) rallegrandosi dell'atteggiamento dinamico mostrato dal nuovo governo dell'ex Repubblica iugoslava di Macedonia (FYROM) nel cercare di dare piena attuazione all'accordo quadro di Ohrid, di portare avanti la riforma e lo sviluppo dell'economia, di riorganizzare la polizia e l'esercito e di combattere contro la criminalità e la corruzione;

(xxiv) rammaricandosi del fatto che le divergenze con la Grecia in merito al riconoscimento del nome costituzionale non siano state ancora superate;

(xxv) esprimendo compiacimento per il fatto che l'UE sia subentrata all'operazione NATO Armonia alleata, lanciando l'operazione Concordia, sua prima missione militare volta a favorire l'instaurarsi di un ambiente stabile e sicuro per facilitare l'attuazione dell'accordo quadro di Ohrid;

(xxvi) constatando che l'Albania ha compiuto scarsi progressi verso una stabilizzazione delle sue strutture politiche ed il soddisfacimento dei criteri di Copenhagen per la sua futura adesione all'UE;

(xxvii) ritenendo che resti ancora molto da fare in Albania per porre fine alla corruzione, ristrutturare le istituzioni responsabili del mantenimento dell'ordine e lottare contro la criminalità organizzata;

(xxviii) rammaricandosi del fatto che, malgrado le sue ambizioni di entrare nell'UE, l'Albania abbia sottoscritto un accordo con gli Stati Uniti in base al quale i cittadini dei rispettivi paesi non sono perseguibili dalla Corte penale internazionale,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

d'invitare i governi degli Stati membri dell'UEO a:

1. fornire ai paesi dei Balcani occidentali tutta l'assistenza possibile nella lotta contro la corruzione e la criminalità organizzata, in quanto principali cause della continua mancanza di stabilità e sicurezza in questi paesi;

d'invitare l'Unione europea a:

2. seguire da vicino il lavoro della Missione di polizia dell'UE (EUPM) e prepararsi ad adeguarne il mandato e, se del caso, la consistenza numerica;

3. seguire da vicino l'operazione Concordia, ossia la missione militare dell'UE nell'ex Repubblica iugoslava di Macedonia, ed esaminare come essa applica gli accordi conclusi tra l'UE e la NATO, anche nella prospettiva di altre operazioni militari guidate dall'UE;

4. prepararsi scrupolosamente ad un eventuale futuro avvicendamento della SFOR con una forza dell'UE, assicurandosi che il suo mandato poggi su un'analisi completa delle condizioni di sicurezza e delle possibili minacce, in modo che tale forza sia, sul piano militare, sufficientemente solida da poter far fronte ad un'ampia gamma di minacce di questo genere, e

che operi in stretta cooperazione con la NATO e le Nazioni Unite;

5. assicurarsi che qualunque ristrutturazione di forze o riduzione del contingente in Bosnia-Erzegovina siano condotte nel quadro del mandato della SFOR;

6. prepararsi ad assumere la responsabilità dell'UNMIK, nel caso in cui tale

missione debba essere terminata prima che la Risoluzione 1244 del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite sia stata interamente attuata, creando una «zona europea speciale» e sostenendo le Istituzioni provvisorie di autogoverno in quelle aree che necessitano di un ulteriore sviluppo in vista della futura integrazione del Kosovo nelle istituzioni europee con uno status ancora da definire.